

Déclaration conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Matteo Renzi, Président du Conseil de la République italienne, et de Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur la décision des Britanniques par référendum de quitter l'Union européenne et sur les priorités de la construction européenne, à Berlin le 27 juin 2016.

Le 23 juin 2016, la majorité du peuple britannique a exprimé le souhait de quitter l'Union européenne. La France, l'Allemagne et l'Italie respectent cette décision. Nous regrettons que le Royaume-Uni ne sera plus notre partenaire au sein de l'Union européenne.

Nous avons pleinement confiance dans le fait que l'Union européenne est assez forte pour apporter aujourd'hui les bonnes réponses. Il n'y a pas de temps à perdre.

Aujourd'hui, nous exprimons notre ferme engagement pour l'unité de l'Europe. Nous sommes fermement convaincus que l'Union européenne est essentielle pour rendre nos pays plus forts en agissant ensemble, avec nos institutions communes, afin de garantir le progrès économique et social de nos peuples et d'affirmer le rôle de l'Europe dans le monde.

Depuis près de soixante ans, l'Union européenne constitue une communauté unique de droits, de libertés et de valeurs communes. Elle nous permet de sauvegarder notre modèle social européen, qui associe la réussite économique et la protection sociale. Elle nous permet de préserver la diversité culturelle. Le marché unique, nos politiques communes et l'euro n'ont pas d'équivalent dans le monde. Ces réalisations sont le fondement de notre prospérité. Ensemble nous défendons nos intérêts et des échanges libres et équitables dans le monde. Ensemble nous progressons dans notre politique énergétique et ensemble nous contribuons à la protection du climat au niveau mondial. Ensemble nous contribuons à la stabilité et au développement dans le monde et nous promouvons la liberté.

Nous sommes tout aussi fermement convaincus que l'Union européenne ne peut à nouveau aller de l'avant que si elle continue à s'appuyer sur le soutien de ses citoyens.

Pour cela, l'Union européenne doit répondre aux préoccupations exprimées par les peuples en clarifiant ses objectifs et son fonctionnement. Elle devrait être plus forte sur les priorités essentielles, là où les Européens doivent unir leurs forces, et moins présente là où les États membres sont mieux placés pour agir. Elle doit rester placée sous le contrôle démocratique de ses citoyens et doit être plus intelligible. Elle doit agir plus rapidement, en particulier pour mettre en œuvre des programmes et des projets qui apportent des bénéfices directs aux citoyens.

Dans un monde qui change, l'Union européenne devrait préserver ses acquis essentiels et se concentrer sur les défis auxquels les Européens sont aujourd'hui confrontés, comme les migrations à l'échelle mondiale et les nouvelles menaces, en particulier le terrorisme

ingérence en matière monétaire et les nouvelles monnaies, en particulier le terrorisme international, auquel aucun État membre ne peut faire face efficacement seul. Elle doit également renforcer la capacité des Européens à répondre à une concurrence internationale qui s'accroît tout en renforçant l'économie sociale de marché européenne.

En conséquence, nous proposons trois priorités essentielles pour une action renforcée et approfondie fondée sur des objectifs concrets :

- la sécurité intérieure et extérieure: l'Europe est confrontée à des défis immenses. Ils requièrent un renforcement de ses moyens communs afin de protéger ses frontières extérieures et de contribuer à la paix et à la stabilité dans son voisinage, en particulier en Méditerranée, en Afrique et au Moyen-Orient.

Nous ne gagnerons la lutte contre le terrorisme en Europe que si nous agissons en étant unis. Le terrorisme ne sera vaincu que si nous montrons que nous sommes capables de reconstruire un esprit de communauté et d'investir dans nos villes, contre la marginalisation sociale.

Nous nous montrerons à la hauteur de nos responsabilités si nous développons notre défense européenne et prenons les engagements nécessaires pour nos opérations conjointes, ainsi que pour nos capacités et notre industrie militaires. Le potentiel d'une véritable politique étrangère, de sécurité et de défense commune n'a pas encore été pleinement exploité.

- une économie forte et une cohésion sociale forte: l'Europe doit tenir sa promesse de prospérité pour ses citoyens. Il nous faut davantage de croissance pour lutter contre le chômage et créer des emplois, en particulier pour les jeunes, et davantage d'investissements pour assurer la force de nos économies dans la concurrence mondiale.

Le succès du modèle économique et social européen, qui combine force économique et protection sociale, nécessite de définir le cadre de régulation approprié et de meilleures politiques pour l'entrepreneuriat et la participation de tous à la vie active et de renforcer la recherche, l'innovation et la formation, qui jouent un rôle clef car la richesse de l'Europe repose en premier lieu sur les connaissances et les capacités de ses citoyens et de développer l'économie numérique en Europe pour de meilleurs services, une industrie modernisée et des emplois et d'exploiter pleinement le potentiel des politiques énergétiques et climatiques qui protègent l'environnement. Pour les pays qui ont l'euro en commun, de nouvelles étapes seront nécessaires, pour renforcer la croissance, la compétitivité, l'emploi et la convergence, y compris dans les domaines social et fiscal.

- des programmes ambitieux pour la jeunesse: l'Europe ne réussira que si elle donne espoir à ses jeunes. Nous devons renforcer les initiatives européennes pour la formation, l'entrepreneuriat et l'accès à l'emploi dans toute l'Europe, tels que l'Initiative pour l'emploi des jeunes ou le programme Erasmus pour les étudiants, les apprentis et les jeunes professionnels.

L'Union européenne représente nos valeurs communes : nous défendons la paix et la liberté, la démocratie et la primauté du droit, le respect mutuel et la responsabilité, la tolérance et la participation, la justice et la solidarité. Il est temps aujourd'hui de réaffirmer ces valeurs.

Nous proposerons demain aux Chefs d'État et de gouvernement et aux Institutions européennes de lancer un processus, selon un calendrier strict et un ensemble précis d'engagements, afin de répondre aux défis présentés par le résultat du référendum britannique et de développer des solutions concrètes pour un bon avenir aux Européens au sein de l'Union européenne.

Une rencontre spéciale des dirigeants en septembre sera consacrée aux défis communs auxquels les 27 États membres sont confrontés et aux priorités essentielles sur lesquelles ils devront décider. Ils devraient aussi se mettre d'accord sur des projets concrets à réaliser en Europe dans les six prochains mois pour la croissance et la sécurité. Les travaux devraient débuter immédiatement afin de développer les initiatives nécessaires. Des contributions de personnalités internationales pourraient nourrir les discussions sur les perspectives de l'Europe dans un contexte global.

Les réunions du Conseil européen d'octobre 2016 et de décembre 2016 devraient évaluer les progrès accomplis dans cette perspective et donner les directives nécessaires.

Le soixantième anniversaire du Traité de Rome le 25 mars 2017 sera un moment important pour réaffirmer l'unité de l'Europe et notre engagement commun dans le projet européen.

